

Trois ans après, le hirak a-t-il dit son dernier mot?

ALGÉRIE Durant l'année 2019, un soulèvement populaire et pacifique ouvrait le champ des possibles. Depuis, le coronavirus et un régime répressif ont étouffé la contestation. Retour sur ce moment historique et sur ses éventuelles évolutions.

Des millions d'Algériennes et d'Algériens se sont mobilisés durant une longue année, pacifiquement, pour réclamer la fin du système politique autoritaire et l'édification d'un État de droit démocratique et social. L'arrêt du mouvement populaire de contestation (hirak) en raison de la pandémie et d'une répression qui criminalise l'activité politique des opposants ne signifie pas son arrêt ni son échec. Quelles sont les évolutions possibles pour le mouvement démocratique au moment où la situation socio-économique du pays se dégrade dangereusement, où les institutions de l'État s'affaiblissent et les libertés fondamentales connaissent un recul sans précédent ?

La pandémie et la répression ont mis un coup d'arrêt au soulèvement populaire. Mais celui-ci n'avait pas réussi à déboucher. Comment l'expliquer ?

Amar Mohand-Amer Ce n'est nullement un coup d'arrêt. Rappelons que la suspension des marches au moment du Covid est le fait du hirak lui-même. Les appels à l'arrêt momentané des marches, les vendredis et les mardis, sont la preuve que les militants pacifiques de la « révolution du 22 février 2019 » sont dans une optique constructive et responsable. Les différents appels à la suspension des marches ont été respectés à la lettre. Il est vrai que les marches n'ont pas repris, la répression y est pour beaucoup. Là également, il faudrait clarifier les choses. Le hirak n'est pas dans une logique de

confrontation avec les institutions du pays. Un de ses buts est la préservation de ces institutions. Le hirak milite pour la démocratisation de la vie publique et le renforcement de l'État, mais un État qui serait légitimé par des élections libres et honnêtes, des pratiques respectant les libertés publiques et individuelles, une réelle justice sociale, une justice indépendante, une séparation des pouvoirs, etc. C'est ce combat que mène le hirak, loin de toute violence ou tentative d'affaiblir l'État et ses institutions. Ces institutions appartiennent au peuple dans son ensemble et non à une fratrie ou à un groupe.

Sanhadja Akrouf On ne peut pas dire que le hirak n'a pas débouché. Cela signifierait qu'il y aurait un arrêt définitif. Or, il y a des actions et des résistances : grève de la faim de détenus, émissions de radio, expression sur les réseaux sociaux, organisation des solidarités. Le hirak est arrivé à un moment où l'action politique était anesthésiée. La décennie noire a porté un coup dur. Beaucoup de militants ont été assassinés, d'autres se sont exilés. Ce fut ensuite l'ère de la répression. Toute action militante était empêchée sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Les années Bouteflika n'ont pas laissé le champ libre aux Algériens pour s'organiser. C'est sur ce terrain d'affaiblissement des luttes qu'a surgi le hirak. Il y a eu des tentatives en 2011 au moment des printemps arabes, mais c'était sans doute trop tôt pour les Algériennes et les Algériens, profondément traumatisés par la décennie 1990-2000 et ses 200 000 morts. Quasiment toutes les familles ont été touchées. Ajoutons à cela la déception à l'égard de personnalités de l'opposition démocrate qui se sont compromises avec le régime. Cela a contribué à diviser le mouvement démocrate et à créer un climat de défiance à l'égard des politiques. Ainsi, le hirak a surgi sur un

terrain peu favorable, notamment à l'égard de toute forme d'organisation.

La pandémie est arrivée un an après les formidables mobilisations. Une « chance » pour le pouvoir, si on peut dire. D'autant qu'il n'y a pas eu de relais, faute d'organisations fortes, à la différence de la Tunisie, qui a un réseau solide d'associations dans la société civile et un syndicat comme l'UGTT. Cela a beaucoup manqué à l'Algérie.

Aïssa Kadri En effet, ce sont les organisateurs qui, pour des raisons sanitaires, ont suspendu le mouvement, du moins dans ses expressions publiques du vendredi. Dès lors, la répression, qui n'avait jamais cessé, a redoublé de férocité et a ciblé principalement la force motrice du mouvement, les jeunes, mais aussi les journalistes et quelques militants emblématiques. Cela étant, croire que le mouvement s'est définitivement éteint relève d'une illusion que le pouvoir ne fait même pas semblant d'ignorer. Ensuite, on ne peut pas parler d'échec ou de réussite. Ce mouvement populaire doit être pensé dans la longue durée. S'il n'a pas fondamentalement changé le cadre politique de l'ancien régime et sans doute pas les bases du système qui a prévalu depuis 1962, il faut observer que l'on est dans un processus qui est fait d'avancées, de reculs, de blocages, avec une répression de plus en



AGORA



plus ouverte qui ne s'embarrasse pas de règles de droit. Un processus qui vient en quelque sorte clore un cycle, mettre fin à la longue parenthèse de la dépossession et de la confiscation du peuple de sa souveraineté et ouvrir sur d'autres possibles. Nous avons là un passage qualitatif dans les luttes du peuple algérien pour sortir de l'autoritarisme, le hirak étant l'aboutissement des nombreuses contestations qui ont émaillé l'histoire du pays.

Quels principaux enseignements reprenez-vous de l'expérience du hirak ?

Amar Mohand-Amer Ce n'est pas une expérience, mais un processus révolutionnaire pacifique et démocratique. Il a mobilisé des millions d'Algériennes et d'Algériens, de toutes les catégories sociales, en Algérie et dans la diaspora. Toutes les régions du pays ont participé à ces fabuleuses et massives marches. C'est inédit dans l'histoire de l'Algérie post-indépendance. Dans ces moments enchantés, au cours des marches mais aussi durant toute cette période, l'effervescence politique, les débats idéologiques étaient à leur paroxysme. Le hirak a formé des centaines de milliers de jeunes à l'action politique pacifique. Ils sont entrés en politique comme on entre en religion. Ce mouvement a été une extraordinaire bouffée d'oxygène pour le peuple algérien, que l'on croyait fataliste et endormi. Il a mis en avant une jeunesse pacifique qui ne cherche qu'à construire le pays et à le développer. Il a réuni la société, l'a consolidée et lui a tracé de nouvelles perspectives. C'est cela, le principal enseignement, avoir réussi à créer une dynamique de socialisation politique massive. Il a semé les graines de la démocratie et du pacifisme. Quel meilleur programme et projet politique et social que celui-ci ?

Sanhadja Akrouf D'abord, le hirak a délogé le président inamovible Bouteflika, un des grands dictateurs de l'Afrique. Ensuite, il nous a permis ce que l'on n'avait jamais vécu jusque-là, depuis l'indépendance : l'unité dans la diversité et la diversité dans l'unité. Des slogans scandés à Oran étaient repris à Tamanrasset, à Sétif et à Mostaganem. Les réseaux sociaux, quoi qu'on pense, y sont pour beaucoup. Le hirak a permis aux militants de toutes sensibilités (libéraux, conservateurs, laïcs...) de se rassembler, de s'écouter, de se mettre autour de la table et de débattre. Ce mouvement a porté une offre citoyenne et pacifique de changement radical du système politique avec la revendication d'un État de droit, démocratique et social. Même si nous n'avons pas le recul historique nécessaire pour l'analyser pleinement, on peut affirmer que le mouvement de contestation populaire a marqué durablement la société. C'est en tout cas une belle expérience qui laissera des traces.

Aïssa Kadri La force de ce mouvement intergénérationnel, interclassiste, mixé, pluriel, pacifique, civique réside en effet dans la diversité de sa composante sociologique. Il s'est retrouvé dans la prise en compte de toutes les mémoires du mouvement national en les intégrant dans le creuset de ce qui pourrait constituer un nouveau pacte sociopolitique, un nouveau contrat fondateur d'une nouvelle République. La grande surprise n'est pas tant son surgissement, mais ses caractéristiques nouvelles, surtout son caractère pacifique. Un pacifisme nourri de la double leçon, celle de la décennie noire et celle des dérives de ce que les médias nomment les printemps arabes. Les violences de la décennie 1990-2000, que le pouvoir autoritaire n'a cessé de rappeler pour tétaniser la société, ont paradoxalement apaisé les rapports sociaux et, sinon sécularisé la société, du moins distancié de larges catégories sociales de l'instrumentalisation de la religion.

Le hirak a permis de retrouver une jeunesse que l'on croyait anesthésiée, alors même que dans les

AMAR MOHAND-AMER
Historien, directeur au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran. Auteur notamment de *Contester le hirak : essai d'analyse du discours*, Insaniyat/Crasc, 2020



«Le mouvement a formé des centaines de milliers de jeunes à l'action politique pacifique.»

SANHADJA AKROUF
Militante féministe, animatrice du hirak dans la diaspora. Auteure d'*Algérie. La seconde révolution*, éditions du Croquant, 2021



«Il est temps de s'organiser à partir de la base, dans les quartiers, dans les entreprises.»

AÏSSA KADRI
Sociologue, auteur d'*Algérie. Décennie 2010-2020*, éditions du Croquant, 2022



«Le hirak procède d'une lame de fond qui, contenue par la répression, ressurgira.»

/// stades, dans les quartiers, dans les réseaux sociaux, dans les cités universitaires, les arts underground, elle continuait, de manière souterraine ou ouverte, à formaliser son refus de la dépossession et de la « mort sociale ». Il a permis le débat entre Algériens qui se tournaient le dos. Il a fait advenir à la politique de nouveaux acteurs jusque-là à la marge à côté des étudiants et des élites, notamment des jeunes en rupture de scolarité, des chômeurs, « hitistes », travailleurs dans l'informel. En mettant au-devant de la scène des luttes la question du chômage, celle environnementale du gaz de schiste, celle des violences faites aux femmes et plus largement la question sociale, il a fait passer un saut qualitatif aux revendications jusque-là fragmentées, violentes et réactives. Le hirak n'est pas dans une confrontation frontale radicalisée avec le pouvoir, mais dans l'objectif têtue et civique de changement global du système politique ; et c'est sans doute pour cela qu'il est perçu comme n'ayant pas débouché dans le moment. Il y a, et c'est à la fois sa force et sa faiblesse, la question de sa représentation, celle de l'« intellectuel collectif » qui pourrait prendre en charge stratégiquement les demandes et peser sur le passage vers une autre République. Un long travail de conscientisation par les luttes continues est le plus sûr moyen d'entrer dans un processus de démocratisation.

Quelles marges de manœuvre les Algériennes et les Algériens ont-ils pour faire face au rouleau compresseur de la répression des libertés et de la régression sociale ?

Sanhadja Akrouf Il y a de l'espoir. Je pense qu'il faut continuer comme le font et essaient de le faire, en Algérie, les militants, les avocats, les journalistes, les syndicalistes. Les gens ont intégré la peur (on compte 330 détenus d'opinion), mais la politique de la terreur ne marche pas autant que le pouvoir le veut. Nous devons soutenir les militants qui continuent à lutter sur place. Il y a des poches de résistance.

Nous devons passer à une seconde étape : discuter d'une éventuelle représentation. Il est temps de s'organiser. Cela ne veut pas dire faire des listes nominatives. S'organiser à partir de la base, dans les quartiers, dans les entreprises. Cela veut dire renforcer les syndicats. Ça paraît infaisable en raison de la terrible répression, mais c'est notre seule solution. Mettons-nous d'accord sur une plateforme autour d'un « Smic ». Pendant la guerre de libération, ils n'étaient pas tous d'accord. Mais il faut pour cela arriver à nouveau à descendre par millions dans la rue pour faire reculer le pouvoir.

Aïssa Kadri En détruisant toutes les médiations, le pouvoir s'est de fait séparé de la société. Son vivier de personnels s'est réduit à des clients recyclés à l'envi, créant un vide lourd de menaces pour la cohésion sociale. De l'autre côté, la société est dans le repli et le refus de politiques imposées par le haut, d'une classe politique délégitimée. La crise est profonde et le hirak en est un marqueur fondamental. Le mouvement procède d'une lame de fond qui, même provisoirement contenue par la répression, ressurgira. Les luttes continuent, elles revêtent des formes inattendues : celles de solidarités nées dans l'action et qui ont continué à se manifester au moment des incendies de Kabylie, dans les mobilisations pour doter en respirateurs d'oxygène les hôpitaux. Elles se sont exprimées dans le refus des élections délégitimées. Les diasporas, relais de ce refus du fait accompli, fonctionnent comme aiguillon et phare dans le maintien de la flamme de la contestation.

Amar Mohand-Amer Je dirais qu'il faut continuer sur le chemin du pacifisme et de la non-violence, ne jamais confondre régime et État, croire en cette jeunesse libre et engagée, et enfin porter l'espoir en bandoulière. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR LATIFA MADANI

Reconquérir le pouvoir citoyen

La réforme du système des parrainages présidentiels revient dans le paysage à chaque fois qu'un ou une candidat-e a des difficultés à en réunir 500. C'est à mon avis le type même d'une fausse bonne idée. C'est chercher une bonne réponse à une mauvaise question. Pour soigner le mal démocratique du pays, le remède n'est pas de mieux légitimer une élection qui agit au contraire comme un poison lent contre la démocratie. Contrairement aux apparences, s'engager dans un système de parrainages citoyens, par exemple, risquerait de renforcer un présidentielisme qui fait déjà tant de mal. Je m'explique.

Qu'entend-on ? Que priver de parrainages un candidat qui a la confiance potentielle de millions de citoyens n'est pas démocratique. Soit.

Qu'entend-on aussi ? Qu'un candidat auquel les sondages donnent 10 % devrait pouvoir se présenter, quoi qu'il arrive. Les sondages, dont l'usage déforme déjà considérablement le débat public, devraient-ils devenir un label de qualification officielle ?

Qu'entend-on encore ? Que parrainer un candidat n'a rien à voir avec le fait de le soutenir. Et que, par extension, parrainer un candidat d'extrême droite, voire deux aujourd'hui, c'est démocratique, et que ne pas le faire, c'est antidémocratique.

Incrovable retournement de valeurs. Allons-nous montrer du doigt un maire qui refuse de parrainer Éric Zemmour ou Marine Le Pen ?

PIERRE LAURENT
Vice-président du Sénat

Décidément, tout cela passe à côté de l'essentiel. Car le vivier potentiel de parraineurs, plusieurs dizaines de milliers d'élus, est largement suffisant. Il faut donc oser aller plus loin.

C'est l'élection présidentielle elle-même, et la dérive de la personnalisation du pouvoir, qui est LE problème. C'est elle qui, au fil du temps, déforme la représentation politique, la façonne, la tord, l'atrophie et éloigne sans cesse davantage la majorité de nos concitoyens de l'appropriation politique et de l'exercice souverain du pouvoir.

Emmanuel Macron pourrait faire deux mandats sans jamais avoir été soutenu par une majorité citoyenne, mais seulement par une majorité parlementaire acquise grâce à l'inversion du calendrier électoral, qui a détourné de leur sens les élections législatives. L'élection présidentielle est de plus en plus un miroir déformant, et un instrument de la marginalisation de toutes les autres formes de représentation politique.

L'indispensable reconquête du pouvoir citoyen doit passer par des institutions nouvelles d'intervention citoyenne, des pouvoirs locaux et législatif relégitimés. C'est comme cela que sera reconstruit un pouvoir partagé, collectif, souverain du peuple dans sa diversité, ce qu'interdit l'omnipotence du présidentielisme. ■

TRIBUNE

La colonialité ou le passé reconsidéré

Si l'on en croit certains auteurs, le décolonialisme relèverait d'une idéologie de la destruction fomentée par les ennemis de la République et de la civilisation judéo-chrétienne.

Au mieux, les études décoloniales se caractériseraient, selon Marcel Gauchet, par leur « nullité et leur aberration patentes, du point de vue de la simple rationalité », caractérisation dont on mesure mieux la pertinence depuis le jugement du même sur Éric Zemmour, lequel « parlerait de ce dont il faut parler et dont les autres ne parlent pas » ! De quoi précisément faudrait-il parler ? Du crime contre l'humanité que fut la colonisation ? De l'ordre racial qui l'a accompagnée et dont les effets sont persistants ? Non, bien sûr, laissons ces questionnements aux « belles âmes », aux militants « woke », c'est-à-dire à ceux qui croient voir discriminations et stigmatisations là où il n'y aurait que victimes imaginaires.

Il est pourtant nécessaire de prendre au sérieux les thèses dites décoloniales si l'on souhaite définir les conditions d'un renouvellement d'un humanisme universaliste que déjà, en 1950, dans son *Discours sur le colonialisme*, Aimé Césaire appelait de ses vœux. Quelle est l'affirmation décoloniale

ALAIN POLICAR
Chercheur au centre de recherches politiques de Sciences-Po (Cevipof) et auteur

principielle ? Celle de l'indissociabilité de la « colonialité » et de la modernité, ce qui explique que 1492 soit systématiquement privilégié comme le moment des débuts de celle-ci, c'est-à-dire de l'instauration d'un

ordre colonial fondé sur l'émergence du commerce transatlantique triangulaire. La colonialité n'est donc pas une conséquence de la modernité, elle est constitutive de celle-ci. Elle peut être définie comme « l'ordre blanc », un ordre social global articulé autour de la « race ». Aurélia Michel (*Un monde en nègre et blanc*) écrit, avec bonheur, « *domi-nation* » pour évoquer le premier moment de ce qu'elle nomme « le règne du blanc », soit entre 1790 et 1830. Ce règne reçoit le renfort du racisme biologique, lequel fonde « scientifiquement » la rupture fondamentale en humanité produite par l'esclavage.

C'est probablement en raison de la méconnaissance assez générale de cette centralité que nous éprouvons de fortes difficultés à percevoir le lien avec notre présent. Il est pourtant difficile d'ignorer le lien entre la tragédie de l'esclavage atlantique et la persistance d'un racisme quotidien. Il convient donc de se garder du rejet sans autre forme de procès de la critique décoloniale.

TRIBUNE